

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de réfection d'un réservoir d'eau potable
(Pour la dépose et la repose d'une seule bâche à eau)**

Affaire 6-CHUE-15011

**Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand
58 Rue Montalembert
63003 CLERMONT-FERRAND**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 – Forme et étendue du marché	4
1.4 – Langue.....	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 – Durée du marché	5
5.2 Reconduction	6
5.3 Délais d'exécution	6
• Délais d'exécution global du marché	6
• Période de préparation.....	6
• Délai d'exécution des travaux	6
5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	7
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix	8
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
9.6 - Approvisionnement	11
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	11
10.2 - Implantation des ouvrages	11
10.3 - Préparation et coordination des travaux	12
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	12
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	12
10.3.3 - Registre de chantier	13
10.3.4 – Réunion de chantier	13
10.4 - Etudes d'exécution	13
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	13
10.5.1 - Installation de chantier.....	13
10.5.2 - Signalisation de chantier.....	13
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	13
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	13
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	14

10.6.3 - Documents à fournir après exécution	14
11 - Développement durable	14
12 - Réception	14
12.1 - Réception des travaux.....	14
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	14
12.1.2 - Epreuves concluantes	15
13 - Garantie des prestations.....	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
15 - Pénalités.....	15
15.1 - Pénalités de retard.....	15
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	16
15.3 - Autres pénalités spécifiques	16
16 - Assurances	16
17 - Résiliation du contrat.....	17
17.1 - Conditions de résiliation.....	17
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
18 - Règlement des litiges et langues.....	17
19- Clauses complémentaires	17
20 - Dérogations.....	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Travaux de réfection d'un réservoir d'eau potable
(Pour la dépose et la repose d'une seule bâche à eau)**

Affaire : 6 –CHUE-1501

Lieu(x) d'exécution :

CHU de Clermont-Ferrand
SITE ESTAIN
63000 Clermont- Ferrand

Les travaux de dépose et repose de la bâche à eau sont organisés en plusieurs étapes.
Cette consultation concerne la phase 1 et la phase 4 pour les travaux de dépose et de repose de la bâche à eau - 1^{er} consultation

Phase 1 : dépose de la bâche à eau

Phase 2 : une prestation d'expertise béton sera réalisée dans une autre consultation

Phase 3 : selon le résultat de l'expertise une procédure gros œuvre sera lancée dans une autre consultation

Phase 4 : la remise en état de la bâche à eau interviendra dans cette consultation

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Prestations non divisibles.

1.3 – Forme et étendue du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Le marché est passé selon la procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R.2121-1, R.2123-1 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

1.4 – Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « LAICITE »
- Le calendrier détaillé prévisionnel d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux qui devront s'insérer dans les bornes précisées au planning prévisionnel joint au DCE.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) de la prestation
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les plans
- Le DOE de réalisation du cuvelage

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération.

En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Durée du marché

La durée du marché est de **78** semaines comprenant :

- **26** semaines, comprenant la période de préparation de chantier. Ces 26 semaines comprennent les phases de travaux selon le planning du DCE :
 - Phase 1 : Travaux de Dépose, dont la durée est de 4 semaines, dont le démarrage sera à la notification de l'ordre de service, et dont la fin de phase est une RéceptionLa Phase 1 « Travaux de Dépose » à titre prévisionnel aura lieu du 16/12/2025 au 12/01/2026

- Entre la Phase 1 « Travaux de Dépose » et la Phase 4 « Travaux de Repose » il y aura un temps d'interruption afin que l'expertise béton et la réhabilitation du lot gros œuvre soient réalisées.
 - La période d'interruption, à titre prévisionnel aura lieu du 12/01/2026 au 27/04/2026 soit 15 semaines.
 - Phase 4 : « Travaux de repose » dont la durée est de 7 semaines, dont le démarrage des travaux fera l'objet d'un OS spécifique après la fin de la phase 3, et dont la fin de cette phase est une Réception
 - La Phase 4 « Travaux de repose » à titre prévisionnel aura lieu du 28/04/2026 au 15/06/2026
 - L'exécution des travaux de la phase 4 débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.
- **52** semaines de GPA, à l'issue de la réception de la phase 4.

Les délais de garantie courent à compter de la réception de chacune des Phases.

Le marché est conclu pour la durée des 78 semaines ; dont une période de 52 semaines de GPA comprise.

5.2 Reconduction

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

5.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement ci-dessous.

• *Délais d'exécution global du marché*

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution de **26 semaines**.

• *Période de préparation*

Le marché comprend une période de préparation comprise dans le délai d'exécution global à compter de la notification de l'ordre de service (Dérogation au CCAG).

• *Délai d'exécution des travaux*

Le délai d'exécution global des travaux est de 26 semaines pour les deux phases à compter de la notification des ordres de service.

Les délais d'exécutions propres à chaque phase s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par dérogation au CCAG-Travaux, par le maître d'œuvre sur la base des calendriers fournis par le titulaire.

Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages.

Ils indiquent en outre :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle du premier 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : 20 jours

La prise en compte de Jours d'Intempéries en phase de travaux est conditionnée par :

- La déclaration mensuelle par le Titulaire au Maître d'ouvrage des arrêts de chantier provoqués par des intempéries (toute absence de mention de déclaration au-delà du mois N+1 n'est plus recevable);
- Production d'un justificatif de la caisse d'affiliation du congés intempéries
- La justification du caractère pénalisant des tâches interrompues sur le planning global du projet ; ainsi que, la charge de la preuve quant aux meilleurs efforts fournis par le Titulaire pour assurer la continuité des Travaux.

La Maitrise d'ouvrage valide mensuellement, de bonne foi, la prise en compte des intempéries au regard des justifications produites.

Le Jour d'Intempérie est défini comme une journée où sont réunies les conditions suivantes :

- Que les intempéries et autres phénomènes naturels visés entravent l'exécution des travaux
- Que soient constatés, sur le chantier et enregistré par la station météorologique d'Aulnat au moins l'un des phénomènes suivant :

Nature du phénomène	Intensité limite + Durée du phénomène
Pluie	à partir de 15mm de cumul pluviométrique entre 8H00 et 18H00

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes et définitifs pour la phase 1.

Le prix ferme est actualisable pour la phase 4 dans les conditions définies à l'article R.2112-9 et suivants du code de la commande publique. A savoir :

1 Que ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations

2- Que l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le « mois zéro ».

L'actualisation des prix pour la phase 4, les prix le seront selon la formule suivante :

$$P1 = Po \times S1/So$$

P1 = Prix actualisé

Po = Prix initial à la souscription

S1 = Indice BT50 de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations sont postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage)

So = Indice BT 50 de référence au mois zéro

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
BT 50	Index du bâtiment - BT50 – RENOVATION ENTRETIEN TOUS CORPS D'ETAT- Base 2010 Identifiant 001710982

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Sans objet.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sans objet

8.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. **Les acomptes seront versés mensuellement.**

9.1.1 - Décompte général-

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de dix jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3.

Si, dans ce délai de dix jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire commence à produire des intérêts moratoires sur le montant restant à payer au titulaire indiqué sur le projet de décompte général. Ce montant est arrêté par le maître d'ouvrage dans le décompte général transmis au titulaire.

Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 12.4.2.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

DEPOT OBLIGATOIRE SOUS CHORUS PRO A L'AIDE DES INFORMATIONS SUIVANTES :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 266 307 461 000 19
- Code service : ce code service sera confirmé dans l'envoi de l'ordre de service.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9.6 - Approvisionnement

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Les acomptes seront versés mensuellement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai global d'exécution du marché,

- Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître d'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le maître d'œuvre :

- l'application du calendrier détaillé d'exécution contractuel ;
- le visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre et du SPS le cas échéant du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Le titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections.

L'entreprise entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

Mais en revanche il y aura des comptes rendus de chantier chaque semaine.

10.3.4 – Réunion de chantier

Le titulaire devra être présent à chaque réunion de chantier organisé par le Maître d'œuvre durant toutes les phases de la prestation.

De plus, le titulaire devra en plus participer à 2 réunions de la phase 3.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard **21 jours** après leur réception.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les documents à remettre doivent respecter les caractéristiques dans le CCTP.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 500,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- l'intégration des notions de cycle de vie des matériaux, des produits
- la réduction des prélèvements des ressources
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation
- les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air
- la réduction des impacts sur la biodiversité
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché
- l'obligation de schéma d'organisation et de gestion des déchets.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception se fera à la fin du chantier.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G Travaux.

Les garanties constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

La date de réception sera unique pour toute les phases, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage.

Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

Si des réserves sont constatées lors des opérations préalables à la réception, la décision de réception correspondante sera assortie de réserves, sur proposition du maître d'œuvre.

Un délai complémentaire pour la levée des réserves pourra être donnée à l'entreprise.

12.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités suivantes sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre.

Lorsque le délai contractuel d'exécution de chaque phase est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Lorsque le titulaire n'intervient pas à la date fixée de l'ordre de service de reprise de la phase 4, le titulaire encourt par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, l'entreprise dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € par absence.

Tout retard de l'entrepreneur sur le délai d'exécution des travaux lié aux levées des réserves sera de 200 € net de taxes par jour calendaire de retard

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux (DOE complet ou documents incomplets ou erronés), le titulaire encourt une pénalité de 500 € net de taxes par document et par jour calendaire de retard.

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans le dégagement et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 100 € net de taxes par jour calendaire de retard

En cas de constat par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage d'un défaut de nettoyage ou de gestion des déchets de chantier afférents à chaque entreprise, il sera appliqué une pénalité de 200 € net de taxes par constat.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19- Clauses complémentaires

Décomposition des factures par éléments de bâtiments et par composants

212510 AGENCEMENT ET AMENAGEMENT DE TERRAIN (Terrassement, espaces verts)

21311 CONSTRUCTION SUR SOL PROPRE DONT

21311001 Gros œuvre, démolition, fondations

21311002 Voiries, réseaux distributions

2135 IGAAC DES BATIMENTS DONT

213511 Electricité courants forts

213512 Electricité courants faibles (câblage informatique, réseaux internet, téléphone...)

213513	Climatisation / Froid
213514	Installations chauffage
213515	Monte charges et ascenseurs (portes automatiques, pneumatique...)
213516	Equipements sanitaires (plomberie, sanitaire, fluides médicaux, désenfumage...)
213518	Autres IGAAC
213518001	Menuiseries extérieures
213518002	Revêtements de sols
213518003	Peinture / revêtements muraux / Faux plafonds
213518004	Serrurerie métallique
213518005	Façades
213518006	Etanchéité / couverture
213518007	Cloisons / menuiseries intérieures
213518008	Aménagements intérieurs / signalétique

20 - Dérogations

- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 29.1.5 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux